

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 francs par an.
» » 14 » » six mois.
» » 7 50 » » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant : bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITE, BULLIER et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 19 Octobre 1865

BULLETIN

Le général de Montebello part aujourd'hui ou demain pour Rome. L'embarquement des deux escadrons de hussards et des deux batteries d'artillerie qui forment le premier groupe d'évacuation aura lieu, assure-t-on, peut de temps après l'arrivée du commandant en chef dans la ville éternelle.

C'est à Pontarlier qu'est établi le centre du recrutement de l'armée pontificale. Lundi dernier un détachement de 100 volontaires, la plupart allemands ou suisses a été dirigé sur Marseille où il doit s'embarquer pour Civita-Vecchia.

Nous empruntons les lignes suivantes à une correspondance adressée de Florence, le 14 octobre au Monde :

Dans le monde diplomatique, on s'occupe du prochain congrès de famille que la maison de Savoie va tenir à Florence le mois prochain on s'attend toujours à quelque décision sur la question de Rome. Personne ne sait ce qu'apporte le roi de Portugal, mais on d'obstine à lui prêter une mission de conciliation entre Rome et Florence.

On assure, d'autre part, en bon lieu que la mission de M. Walewski, à Florence ne serait que différée. On attendrait d'abord les résultats des démarches que M. de Sartiges est chargé de faire à Rome.

Le *Moniteur* du soir annonce que le rapport présenté à l'Empereur par les ministres des affaires étrangères et du commerce, en vue d'établir l'opportunité d'une conférence sanitaire, a été lu à l'étranger avec un vif intérêt. La plupart des organes de la presse européenne en ont chaleureusement approuvé les considérants et les conclusions.

Le *Times* engage le gouvernement anglais à ne pas céder sur la question des indemnités pour l'Alabama. « Si les Etats-Unis nous cherchent querelle, dit ce journal, autant vaut cette question qu'une autre. La nation soutiendra le gouvernement. »

Le *Daily-News* propose que lord Russell et M. Adams consultent les hommes d'Etat et les jurisconsultes les plus éminents de l'Europe et se soumettent un verdict de la majorité d'entre eux.

La grève des veloutiers de St.-Etienne continue. Ainsi que celles qui ont eu lieu à Paris dans ces derniers temps, elle n'est pas moins préjudiciable aux ouvriers qu'aux fabricants. Ceux-ci ont dû faire travailler en Suisse pour remplir leurs commandes. Quant aux veloutiers, leur situation est tellement précaire qu'un certain nombre ont dû demander à être employés aux mines charbonnières. Les ouvriers intelligents finiraient pas comprendre que le droit à la coalition et le droit à la faim sont synonymes. Pourquoi n'aurait pas plutôt constitué réciproquement un syndicat de patrons et de travailleurs qui aurait prononcé sur le litige ?

J. REBOUX.

On lit dans le *Moniteur* :

On sait que le projet de loi sur les Sociétés présenté par le gouvernement dans la dernière session législative contient des dispositions destinées à faciliter la formation et le fonctionnement des sociétés coopératives qui ont pris un développement si utile aux populations ouvrières.

La commission du Corps législatif, saisie du projet, a exprimé le désir de voir le gouvernement procéder à une enquête administrative en vue de recueillir tous les faits et tous les éléments d'appréciation, tant en France qu'en pays étrangers pour ce qui concerne ces dernières sociétés.

Une commission a été formée pour se livrer à cet important travail sous la présidence soit du ministre d'Etat, soit du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Elle est composée ainsi qu'il suit :

MM. Le Clerc d'Osmonville, député au Corps législatif et président de la commission du Corps législatif.

Darimon, député et membre de la même commission.

Comte Welles de la Valette, député et membre de la même commission.

Duvergier, conseiller d'Etat.

De Bourreille, conseiller d'Etat, secrétaire général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Bayle-Mouillard, conseiller d'Etat.

Conti, conseiller d'Etat en service extraordinaire, secrétaire de l'Empereur, chef du cabinet de Sa Majesté.

Blanche, avocat général près la cour de cassation.

Julien, directeur au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Delessert (Edouard), ancien président de la Société de secours mutuels des ouvriers raffineurs de sucre de Paris.

Langlois de Neuville, chef du bureau du commerce au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, secrétaire.

Le baron de La Coste du Vivier, auditeur au conseil d'Etat.

Le baron de Vaufréland, auditeur au conseil d'Etat.

On lit dans le *Globe* de Londres du 17 :

« La nouvelle alarmante reçue samedi que M. Seward avait formellement annoncé l'intention de son gouvernement de ne pas permettre au gouvernement français d'envoyer de nouvelles troupes au Mexique a été promptement contredite. Elle avait, de fait, un aspect très équivoque, elle n'inspirait aucune confiance. Cela équivalait à une déclaration de guerre et bien peu de personnes eussent été disposées à croire possible que le gouvernement des Etats-Unis adoptât brusquement une résolution de nature à entraîner cette calamité. Toutefois, on connaît parfaitement l'opinion de ce gouvernement et celle de la nation qu'il représente touchant la question mexicaine. Ces opinions n'ont nullement changé, et quoique le gouvernement des Etats-Unis n'ait adopté aucune mesure qui le pousse au-delà des limites de la neutralité, son hostilité contre la présence des Français au Mexique n'en est pas moins forte. Il a circulé largement sur le continent un autre bruit dont nous savons depuis longtemps le peu de fondement, à savoir que le gouvernement des Etats-Unis songerait à reconnaître Maximilien comme Empereur du Mexique. Le cabinet des Etats-Unis se tient pour empêché de reconnaître l'empire tant qu'il sera occupé par des soldats français et autrichiens. Telle est sa position, rien n'indique qu'il veuille modifier son attitude. On pense avec raison que le Message du président Johnson exposera nettement les vues de son gouvernement et mettra définitivement un terme aux espérances de ceux qui comptent sur le prompt établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le nouvel empire. Voilà les faits ; il n'est jamais sage de les méconnaître. »

La guerre du Brésil et du Paraguay doit-elle durer longtemps encore, au grand préjudice du commerce de l'Europe, ou bien doit-on prévoir une solution prochaine, par suite du récent succès du général Florès contre l'un des principaux corps des Paraguayens ? Telle est la question que posent avec un intérêt légitime les nombreux négociants qui ont des affaires sur les rives de la Plata et de ses affluents. Pour y répondre en pleine connaissance de cause, il faudrait avoir d'autres renseignements que ceux fournis par les correspondances et les journaux de Rio-Janeiro ou de Buenos-Ayres. Cepen-

dant, il est possible de se former une idée plus ou moins exacte de la situation d'après un dernier avis de source brésilienne, en ayant la précaution de tenir compte des préoccupations exclusives du pays d'où il est parti.

A la date du 24 septembre, on était dans la plus vive anxiété, à Janeiro, au sujet de la lutte ouverte sous les murs d'Uruguayana occupée par 7,000 Paraguayens sous les ordres du colonel Estigarribia, qui, malgré leur défaite à Yatay, persistent à tenir face aux troupes combinées de Florès et du baron de Porto-Alegre, l'un des principaux lieutenants de l'empereur du Brésil. Ces troupes s'élevaient au chiffre de 20,000 hommes environ, mais n'auraient pas osé jusqu'ici s'emparer de la place de vive force.

Un conseil de guerre fut tenu, disent les correspondances que nous analysons ; Florès voulait attaquer de suite ; les Brésiliens répugnaient à faire une inutile boucherie, et, sûrs du résultat, ils exigèrent qu'on attendît. On sait ce que cela veut dire. Les Paraguayens imposent encore à leurs adversaires, malgré l'infériorité de leur nombre. Florès, encore sur la rive droite du fleuve, envoyait au commandant paraguayen un parlementaire, et, en lui faisant connaître sa situation, l'engageait à ne pas prolonger une résistance, honorable sans doute, mais inutile. La réponse fut fière et digne. « J'ai reçu, dit Estigarribia, l'ordre, non de me rendre, mais de mourir pour mon pays. J'ai communiqué votre lettre à mes soldats ; eux et moi sommes prêts à vous prouver que les Paraguayens savent combattre. »

Voilà ce que les correspondances de Buenos-Ayres sont bien forcées de constater, ce qui doit nous induire à penser, à notre tour, que les forces opposées ne sont pas aussi disproportionnées qu'un dénombrement purement arithmétique pourrait le faire croire.

On attribue la résistance du colonel Estigarribia à l'influence de Duarte, lequel serait compromis par de précédents massacres commandés par lui contre des Brésiliens ; mais peu importe la cause de la résistance, elle existe. On dit encore, à Rio-Janeiro, que mistress Lynch, toute puissante auprès du président Lopez, est la cause de tout le mal. Ces appréciations peuvent avoir un fond de vérité, mais peu importe au point de vue général des affaires. Ce qui est vrai, c'est que dans les immenses solitudes qui constituent les véritables frontières du Paraguay et du Brésil, la guerre peut durer encore longtemps, si les moins nombreux continuent à déployer le courage dont ils ont fait preuve dès le commencement de la lutte. Ce n'est ordinairement que dans les pays fort peuplés, pourvus de routes et commandés par des villes servant de positions stratégiques, qu'on en finit par une bataille. C'est ce que l'on comprend sans doute à Janeiro, où l'on attend la suite des événements, nous disent les journaux avec angoisse, malgré la grande supériorité numérique des belligérants alliés.

(HAVAS.)

On lit dans le *Scotsman*, de Londres, du 14 octobre :

« Deux navires, venant de la Nouvelle-Orléans, sont arrivés hier dans la Mersey. Les noms que portent ces vaisseaux ont, dans les circonstances actuelles, une grande signification. L'un s'appelle *Freedom* (liberté), l'autre *Glad-Tidings* (bonnes nouvelles). »

Le *Freedom* apporte 1,700 balles de coton et le *Glad-Tidings* 8,400. Ces deux cargaisons sont les plus considérables qui soient entrées dans la Mersey, depuis le commencement de la guerre d'Amérique, venant de la Nouvelle-Orléans. »

On écrit de Téhéran au *Moniteur* :

« D'ordinaire, pendant la saison d'été, la cour va établir sa résidence au camp de la plaine de Sultanich, et les habitants de Téhéran se portent au pied des montagnes de l'Ibhourz, à quelques lieues au nord de la ville, pour résider sous des tentes durant les mois de la saison brûlante. Cette année, la cour n'a pas quitté le territoire de Chimran. »

Le Schah et son harem (harem) ont passé la saison au palais de Niavran. Au-

trefois, il y a une trentaine d'années à peine, au printemps, il était presque nécessaire, sous peine de perdre la vie, de quitter la capitale. L'air chargé de miasmes putrides exhalés par des marais voisins était comme empesté ; l'eau, corrompue, y était insalubre ; la fièvre emportait de nombreuses victimes. Les rues de la ville étaient fangeuses après la pluie et inondées d'une poussière sale et brûlante pendant la sécheresse. Tout est désormais amélioré. Les rues sont pavées en pierres carrées à l'européenne. A la place des décombres, de grandes et belles maisons ont été construites pour accompagner, dans l'intérieur de la ville, le magnifique caravassérail d'Hadjeb-El Doulch, construit à l'avènement de Nassar-Ed-Din, et surtout pour être en harmonie avec les belles galeries que Sa Majesté a fait élever autour du marché Vert *Mydan-é-Serbz*.

Les terrains, étant devenus relativement chers et rares dans l'enceinte des murs, sont insuffisants ; la ville doit s'étendre en dehors des fortifications, dont il est question de reculer les lignes. De belles maisons, en partie faites par des Européens, s'élevaient en dehors de la ville et derrière l'Arck, vaste citadelle et palais du souverain. Elles forment un nouveau quartier dont les rues sont également bien pavées. Tout près de ce quartier, l'ambassade russe a fait bâtir un hôtel monumental non loin de la porte de Chimran. Au nord-ouest de la ville et dans ce voisinage, le Schah a donné à son médecin français, le docteur Tholezan, un spacieux terrain afin qu'il y établisse son habitation. Enfin, de la porte de Chimran, on prépare une chaussée macadamisée, route carrossable allant à Sari, l'une des principales villes du Mazendéran. Cette ligne, la plus courte de Téhéran à la mer Caspienne, longue d'environ 20 myriamètres, reliera la capitale avec Bassorah et le port de Férabab. En tout cas, l'on attend ici avec impatience l'établissement d'un chemin de fer qu'une compagnie française va exécuter de Téhéran à Schah-Abdul-Azim, lieu de promenade et de pèlerinage situé à 40 kilomètres de la capitale.

Ce n'est là qu'un premier essai qui donnera assurément l'essor à des entreprises plus considérables. Ainsi, vous le voyez, les Persans veulent marcher dans la voie des progrès. Une fois lancés, ils arriveront à bonne fin, *insh'Allah*, avec l'aide de Dieu ; comme ils disent. »

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

New-York, 7 octobre (par le *Moravian*).

Les élections du Mississippi se sont effectuées tranquillement. Le général Humphrey, qui n'a pas encore reçu son pardon du président, a été élu gouverneur.

La Convention démocratique de la Louisiane a approuvé la politique de M. Johnson. Elle prierait le congrès d'émanciper les esclaves. Le général Hocum et M. John Van Buron ont prononcé, au nom de la démocratie de New-York, des discours favorables à la politique présidentielle.

Le comité central de la Société des Féniens a tenu à l'hôtel Astor une réunion à laquelle assistaient des délégués de tous les comités. Les événements d'Irlande y ont été discutés. On a décidé la convocation d'une assemblée générale de la Société qui se réunira, le 16 octobre, à Philadelphie. Des résolutions d'une haute importance seront présentées.

La Convention de la Caroline du Nord a déclaré, à l'unanimité, que la loi de séparation des Etats-Unis avait toujours été nulle et qu'elle était maintenant révoquée.

Le bruit court que Juarez est en route pour les Etats-Unis. Il serait arrivé à Santa-Fé.

New-York, 7 octobre, soir.

On annonce semi-officiellement que le gouvernement n'a ni pris récemment, ni intention de prendre aucune résolution incompatible avec une politique de neutralité vis-à-vis du Mexique.

Les cours de l'or et des fonds sont agités depuis mercredi. Or, 146 5/8. Change sur Londres, 161. Coton sur Paris, 3,55. Bonds, 103 1/8. Change, 51 à 52.

Trieste, 17 octobre.

Des lettres de Constantinople du 12 annoncent que le nouvel ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons, était arrivé sur le *Caradoc*.

Sir H. Balwer devait s'embarquer la semaine suivante pour Nice.

Portsmouth, 17 octobre.

Les derniers avis du cap de Bonne-Espérance constatent qu'aucune nouvelle attaque n'avait été dirigée contre Thaba-Bosigo par les Boers. Ceux-ci annonçaient qu'ils avaient battu leurs adversaires, détruit des milliers de bestiaux, et que les Bassutos demandaient la paix. Les Boers exigeaient comme condition la reddition de Thaba-Bosigo avec les munitions de guerre, la cession de tout le territoire situé au-delà de Caledon, la livraison de 30,000 bœufs et 60,000 brebis comme indemnité pour pillage et frais de guerre, enfin la permission pour un magistrat spécial de résider sur la montagne pour surveiller les Bassutos.

Le général Carrié était revenu avec une force imposante à Grahamstown, mais il avait reconnu que sa présence n'était plus nécessaire.

Le Kreyli était tranquille.

La session du Parlement du Cap continuait. Elle devait se terminer à la fin de septembre. Le projet d'annexion de la Cafrerie britannique ne trouvait plus d'opposants.

Les opérations commerciales étaient toujours limitées.

Londres, 17 octobre.

Le *Standard* publie une dépêche de Trieste annonçant la prise de Tashkend par l'émir de Bokara. La garnison russe aurait été massacrée.

Londres, 18 octobre.

Le bulletin publié hier matin sur la santé de lord Palmerston constate que le noble lord a été sérieusement malade, mais que son état s'est amélioré depuis trois jours et que le malade va maintenant beaucoup mieux.

Le bulletin d'hier soir dit que l'état du malade a beaucoup empiré depuis le matin.

Des dépêches télégraphiques ont été envoyées en Ecosse à la reine et à sir Georges Grey.

Le *Times* dit que, sans vouloir inquiéter les amis de lord Palmerston, on ne peut pas cacher que le noble lord ne soit gravement malade.

Francfort, 18 octobre.

La *Nouvelle Gazette de Francfort* annonce, comme le tenant de bonne source, que l'Autriche et la Prusse ont invité le Sénat de Francfort à mettre un terme à l'agitation politique qui a son foyer à Francfort. Le Sénat aurait résolu, à une voix de majorité, de donner suite à cette invitation.

Madrid, 17 octobre.

La *Correspondencia* dit que les progressistes constitutionnels ont résolu, hier, de prendre part aux prochaines élections.

Le choléra continue d'aller en décroissant. Il y a eu hier 172 cas et 53 décès.

CHRONIQUE LOCALE & DÉPARTEMENTALE

M. Bergognié, secrétaire général de la préfecture du Nord, est appelé aux fonctions de préfet de la Mayenne.

M. Pionné, curé d'Erquinghem-sur-la-Lys, est nommé aumônier de l'hospice à Roubaix.

M. Malvoisin, curé de Landas, est nommé curé à Erquinghem.

M. Debailleul, aumônier de l'hôpital général, à Douai, est nommé curé à Landas.

On nous prie de signaler le mauvais état du pavé de la rue de l'Avocat. Ce n'est pas une chaussée, c'est un cloaque, un casse-cou.

Si certains quartiers ont le privilège d'être constamment encombrés par les paves, il en est d'autres, en revanche, où on ne les voit jamais.

Tous les habitants de la ville supportent les mêmes charges, il paraîtrait juste et